

**Revue Congolaise des Sciences & Technologies**

ISSN: 2959-202X (Online); 2960-2629 (Print)

<http://www.csnrdc.net/>**OPEN ACCESS**REVUE
CONGOLAISE
DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES**Sort de l'Afrique face à la prolifération des modèles de développement : Analyse critique du Plan d'Action de Lagos et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique****[Fate of Africa faced with the proliferation of development models: Critical analysis of the Lagos Action Plan and the New Partnership for Africa's Development]**

Liolocha Heradi Yannick* & Lisimo Alingi Augustin

*Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), Kinshasa, République Démocratique du Congo***Résumé**

Le développement a toujours été la question majeure depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est ainsi qu'en 1948 et 1949, les Nations-Unies vont consacrer des réunions et des résolutions au problème de sous-développement. Sur ce, les conférences de Bandoeng tenues en 1955 et 1961, réunissant les pays de tiers monde, les organismes internationaux ont affiché le souci majeur d'éviter une irréversible dégradation de la situation des pays pauvres. Ces organismes vont décider de consacrer la période de 1960 à 1970, la « décennie du développement ». Les années 1980 que l'on considère parfois comme les années de rupture, n'ont pas été une exception à cette règle. Quelles sont les différentes contraintes internes et externes qui sont à la base de non-émergence de l'Afrique ? L'objet de notre étude est de saisir la société globale, afin d'appréhender les causes des échecs, des différentes stratégies des modèles de développement proposées pour le décollage du continent d'Afrique. Nous nous sommes servis de la méthode comparative qui a été complétée par la technique documentaire. En définitive, la comparaison étalée sur les faits concrets, a permis de confirmer l'inadéquation des solutions proposées à la situation spécifique de l'Afrique. L'exclusion de la population africaine à la résolution de leurs problèmes, ainsi que le manque de fonds propres et de volonté politique à la situation des dirigeants africains, ont fait marquer à ces modèles le caractère endogène et autogéré. Le résultat est fort décevant, car les stratégies fondées sur un modèle occidental n'ont pu répondre aux besoins immédiats des africains en alimentation, éducation, santé communautaire, infrastructures socio-économiques de base et routières, etc.

Mots clés : Géopolitique, partenariat, émergence, développement, Etats africains.

Abstract

Since the end of World War II, development has always been a major question. For example, in 1948 and 1949, the United Nations will hold meetings and resolutions on the problem of underdevelopment. At the Batoeng Conferences in 1955 and 1961, where third-world countries gathered, the international organizations expressed their greatest concern to avoid irreversible deterioration in the situation of poor countries. These organizations decided to dedicate the period 1960 to 1970 to the "decade of development". Which are the different internal and external constraints at the bottom of the lack of emergence in Africa? The objective of our study is to seize the whole company, to understand the causes of failure, and to identify the various strategies of development models proposed for the departure of the African continent. We are using the comparative method and complementing it with documentary technology. In the final analysis, the examination of concrete facts revealed that the proposed solutions were not well suited to the unique circumstances of Africa. The absence of a holistic understanding of Africa's population, coupled with the insufficient local capital and political commitment among African leaders, shaped these models as autonomous and self-directed. This is particularly disheartening, considering that strategies rooted in Western approaches proved inadequate in meeting the pressing needs of Africans, spanning areas such as food security, education, community health, basic socio-economic infrastructure, and road development.

Keywords: African geopolitics, partnership, emergence, development, African States

*Auteur correspondant : Liolocha Heradi Yannick, (yannickliolocha2017@gmail.com). Tél. : (+243) 826 074 148

Reçu le 18/10/2023 ; Révisé le 28/11/2023 ; Accepté le 28/12/2023

<https://doi.org/10.59228/rcst.023.v2.i4.60>

Copyright: ©2023 Liolocha & Lisimo. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

Les plus ou moins soixante ans après les indépendances, un siècle après la conquête coloniale qui coïncidait dans les faits avec la fin de la traite négrière, il n'y a plus d'excuses, plus de mythes étiologiques pour que l'Afrique émerge. Pourquoi l'Afrique meurt-elle ? En grande partie, parce qu'elle se suicide (Smith, 2003). Dans ce contexte, il est indispensable de noter qu'à la suite des indépendances des pays Africains, leurs responsables, leurs autorités gouvernementales, se sont rendus compte très tôt que, ces indépendances avaient pour conséquence logique une révision profonde de la politique.

Ce fut cette optique qu'il y eût la création de l'OUA en 1963 (Koli & Mononi, 1988). Ainsi, les années 80 ont fait l'objet d'un examen minutieux de quelques stratégies mises en place, soit par les Africains, soit par la communauté internationale. C'est le cas du PAL (Plan d'Action de Lagos), du PAS (Programme d'Ajustement Structurel), du PREA (Programme de Redressement des Economies Africaines), du PANUREDA (Plan d'Action des Nations-Unies pour le Redressement Economique et le Développement de l'Afrique), du CARPAS (Cadre Africain de Référence pour les Programmes d'Ajustement Structurel) et du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), etc.

Il ressort qu'en dépit de toutes ces tentatives, l'Afrique est demeurée une économie rente où le processus est globalement placé sur un trend de stagnation à long terme de la production et de la productivité. Elle connaît un blocage interne d'accumulation et une grande vulnérabilité externe conduisant à des fortes instabilités à court terme, à une conjonction de marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et à un endettement extérieur croissant. Au-delà des divergences nationales et des évolutions conjoncturelles, on peut noter d'importants déséquilibres sectoriels, notamment un déclin de l'agriculture et un faible processus d'industrialisation, une rupture des grands équilibres financiers, un déclin durable du taux d'épargne et une croissance des secteurs non directement productifs : tertiaire, administratif, etc.

A cet effet, il s'agit d'une interpellation des gouvernements africains lesquels, doivent renforcer l'efficacité des organismes du secteur public et du secteur privé, et libérer le prix aux producteurs, afin d'accroître les échanges extérieurs par une politique

non-restrictive et de manipulation franche des taux d'échanges (Amin, 1986).

Une telle situation exige une critique radicale de tous les efforts de développement initiés jusqu'à présent sur le continent, principalement sur le PAL (Plan d'Action de Lagos) et le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) en vue d'évaluer les résultats obtenus, de dégager les différentes contraintes internes et externes rencontrées et d'élaborer une théorie de développement appropriée à la situation spécifique de l'Afrique.

Notre problème s'articule autour des questions suivantes :

- Comment les modèles de développement ont-ils évolué en Afrique au fil du temps ?
- Quels sont les principaux éléments du développement en Afrique ?
- Comment la prolifération des modèles de développement a-t-elle influencé la croissance économique, la stabilité politique et le bien être social en Afrique

Dans cette perspective nous pensons que la diversité des modèles de développement peut avoir des implications variées sur les résultats socio-économiques en Afrique. L'efficacité du Plan d'action de Lagos et du NEPAD dépend de la mise en œuvre effective des politiques et de la coordination entre les Pays africains. Certains facteurs externes, tels que les relations internationales, peuvent influencer la réussite ou l'échec des modèles de développement en Afrique.

Nous osons supposer l'inadéquation des solutions posées à la situation de l'Afrique prise dans la spécificité, quelques soient les stratégies fondées sur l'industrialisation rapide, sont marquées par le résultat décevant.

Eu égard de ce qui précède, cette étude est une modeste contribution à l'avancement de l'abondante littérature sur les tentatives de développement. Elle correspond à une interpellation des peuples africains en général et congolais en particulier, par une révolution de conscience engagée à travers des approches réalistes, en vue de se frayer des voies de sortie en leur alarmante situation de sous-développement. Cette étude vise également comme objectifs spécifiques d'examiner l'évaluation des modèles de développement en Afrique, d'analyser en détail le contenu et les objectifs du Plan d'action de Lagos et du NEPAD, et enfin d'identifier les défis et

les opportunités liés à la prolifération des modèles de développement en Afrique.

La présente étude s'est servie de la méthode comparative (Mulumbati, 2006) qui consiste à confronter des faits pour détecter des ressemblances ou des différences existantes entre eux, afin de dégager les facteurs générateurs de ces ressemblances ou différences. Pour matérialiser la méthode ainsi choisie, la technique documentaire (Jaillordon & Roussillon, 2006) a été exploitée.

Notre étude couvre les années 1980 marquées par le Plan d'Actions de Lagos, jusqu'aux deux décennies des années 2000 caractérisées par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

2. Littérature

2.1. Plan d'Action de Lagos et Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

2.1.1. Plan d'Action de Lagos

Quelques années après les indépendances de la plupart des Etats Africains, ceux-ci avaient compris que sans indépendance économique, l'indépendance politique n'a aucune signification. Ainsi, ne pas compter sur la charité des pays du Nord pour construire un modèle productif, tout en misant sur la mobilisation des populations plutôt que sur la bureaucratie, telle fut l'ambition des nations Africaines réunies à Lagos en Avril 1980 (Kadony, 2007).

Adopté par l'OUA à la même date, le PAL (le Plan d'Action de Lagos) qui inspire du travail d'économistes et d'experts africains vise l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international (Kadony, 2007).

Il s'est détaillé, dans ce but, un vaste programme de mesures pour la période de 1980 à 2000. Car, à la fin des années 1970, le bilan économique de la première et deuxième décennie d'indépendance paraît médiocre, à cause de l'inflation monétaire, déficits budgétaires et commerciaux, ainsi que la faible croissance (Koli & Mononi, 1988).

Voilà pourquoi les responsables politiques et scientifiques s'accordent sur le constat du sous-développement continental, et s'inquiètent de sa capacité à prendre le train d'une mondialisation qui s'accélère. C'est également à cette période que s'accroît la crise de la dette (Toussaint, 1999).

Raison pour laquelle, le continent noir s'était doté d'une stratégie économique propre fondée sur l'idée de développement endogène et autocentré dont le principe pourrait se résumer de compter sur ses propres forces (Pham, 1984).

Le PAL (Plan d'Action de Lagos) établissait les objectifs et les priorités à court terme en 1985, moyen terme en 1990 et à long terme en 2000 au niveau national, sous régional et régional, pour un développement économique, social et culturel auto-entretenu en Afrique, dans les domaines de l'agriculture et alimentation, de l'industrie, de la mise en valeur des ressources naturelles et humaines, de la munition, du commerce et des finances (OUA, 1981).

Durant la décennie 1990-2000, il s'agissait de poursuivre d'une part les mesures visant une plus grande intégration sectorielle, notamment par l'harmonisation de poursuivre des stratégies, des politiques et des plans de développement économique, prioritaires, l'harmonisation des politiques financières et monétaires, et d'autre part les mesures préparant la voie à l'établissement du marché commun africain et de la communauté économique africaine (OUA, 1981).

La résolution sur le PAL (Plan d'Action de Lagos) invitait les Etats membres à prendre les mesures nécessaires à son application continentale. Ils devaient s'engager dans la voie d'un effort renouvelé destiné à assurer à l'Afrique un vrai développement auto-entretenu, dans les domaines prioritaires pouvant assurer l'autosuffisance et l'intégration économique de l'Afrique ainsi que le développement de ses populations (OUA, 1981).

Les principes directeurs fondamentaux énoncés dans le PAL sont les suivants (Kodjo, 1988) :

- Les immenses ressources de l'Afrique doivent être mises en valeur principalement pour satisfaire les besoins et réaliser les objectifs de ses peuples ;
- Il convient de mettre fin à la dépendance quasi-totale de l'Afrique ou l'ère des exportations des matières premières ;
- L'Afrique doit cultiver la vertu de l'autosuffisance, les contributions extérieures continueront d'être nécessaires, mais ne devront servir qu'à soutenir les progrès de ses populations ;
- En raison de la nécessité de se réaliser une autosuffisance accrue, l'Afrique doit mobiliser

toutes ses ressources matérielles et humaines en vue de son développement ;

- Les Etats Africains doivent chacun entreprendre toutes les activités économiques, sociales et culturelles susceptibles de mobiliser toutes leurs forces et s'assurer que tous les efforts consacrés au développement et tous les bienfaits qui en résultent sont équitablement partagés ;
- L'intégration économique de l'Afrique doit être poursuivie avec une détermination renouvelée, afin de créer à l'échelle continentale un cadre pour la coopération économique si nécessaire à un développement reposant sur l'autosuffisance collective.

2.1.2. Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

Prenant conscience que la pauvreté et le retard de l'Afrique contrastent vivement avec la prospérité du monde développé, que la marginalisation et l'exclusion sociale de la vaste majorité de ce peuple constituent une grave menace pour la stabilité mondiale, des chefs d'Etats africains ont, au cours de l'année 2001, pris l'initiative de proposer une idée destinée à promouvoir le développement de l'Afrique (NEPAD, 2001).

Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) est un projet de développement à l'échelle continentale grâce à des infrastructures. Il a été initié par les Présidents Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, Thabo Mbeki d'Afrique du sud, Olusegun Obasanjo du Nigeria et Abdoulaye Wade du Sénégal. En tant que programme de développement, il provient de la fusion de pallier le retard immense de l'Afrique en matière de développement sur la scène internationale. Car, l'Afrique est en effet le seul continent dont le développement et la présence internationale régressent (NEPAD, 2001).

Le Millenium African Plan d'Action de Lagos et le Plan Oméga furent fusionnés à une initiative unique appelée la « Nouvelle initiative africaine ». C'est en juillet 2001, au sommet des Chefs d'Etats d'Afrique à Lusaka, que cette fusion portera le nom Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Ce dernier n'est pas une institution complètement autonome. C'est avant tout un projet sous la tutelle de l'UA, devenu, en 2018, l'Agence de Développement de l'Union Africaine (NEPAD, 2001).

Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) est une idée sur la formule à adopter pour le développement des pays africains. Il est une promesse faite par les dirigeants africains, fondée sur une vision commune ainsi qu'une conviction ferme et partagée qu'il leur incombe d'urgence d'éradiquer la pauvreté, de placer leurs pays, individuellement et collectivement sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, tout en participant activement à l'économie et à la vie politique mondiale. Il est ancré dans la détermination des africains de s'extirper eux-mêmes, ainsi que leur continent, du sous-développement et de l'exclusion d'une planète en cours de mondialisation (NEPAD, 2001).

Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) reconnaît que, dans le passé, des tentatives visant à formuler des programmes de développement au niveau du continent ont été faites. Pour des raisons diverses, à la fois internes et externes, y compris un leadership et un degré de participation douteux des Africains eux-mêmes, ces programmes n'ont pas été couronnés des succès (NEPAD, 2001).

Rappelons que, depuis les années 70, lorsque les pays d'Afrique sont devenus membres des institutions de la communauté internationale, le binôme crédit-aide est resté la base logique du développement de l'Afrique. Le crédit se traduit par l'impasse de la dette qui, de versements en rééchelonnements, continue d'entraver la croissance des pays d'Afrique (Kadony, 2007).

Les africains, conformément à ce programme, ne demandent ni une perpétuation de la dépendance par le biais de l'aide, ni de concession marginale. Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) est conscient que les ressources, y compris le capital, la technologie et les compétences humaines, requises pour lancer la guerre mondiale contre la pauvreté et le sous-développement, sont abondantes et à la portée de l'Afrique (NEPAD, 2001).

L'objectif principal du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) parmi tant d'autres, est d'imprimer un nouvel élan au développement du continent, en comblant l'écart actuel dans les infrastructures, ressources humaines, les technologies de l'information et de la communication, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie et l'accès des exportations africaines aux marchés des pays développés afin de permettre

l'Afrique de rattraper son retard par rapport aux régions développées du monde (NEPAD, 2001).

Pour réaliser le développement durable, l'expérience a appris aux dirigeants africains que la paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, le respect de droit de l'homme et une saine gestion économique sont les conditions préalables indispensables au développement durable.

Les initiateurs du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) ont pensé que, pour réaliser la croissance annuelle d'environ 7% par an envisagée dans les objectifs internationaux de développement et surtout pour diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté en Afrique, depuis 2015, le continent avait besoin de combler un déficit annuel de 12% de son produit intérieur brut, soit 64 milliards de dollars américains (NEPAD, 2001). Cependant, la majeure partie de ces ressources devrait être obtenue de l'extérieur du continent. C'est donc, avant tout, la réduction de la dette et d'aide publique au développement qui apporteront les ressources extérieures requises à court et moyen terme, tandis que les apports des capitaux prisés doivent être envisagés plutôt à long terme.

En plus des initiatives en faveur des flux des capitaux, ce programme proposera aussi l'accès au marché par la diversification de la production, l'agriculture, l'industrie extractive, la manufacture, le tourisme, le service, la promotion du secteur privé, la promotion des exportations africaines, l'élimination de barrières tarifaires, etc. (Mwayila, 2012).

2.2. Analyse critique sur ces deux modèles de développement en Afrique

2.2.1. Echec du Plan d'Action de Lagos et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

Il convient de noter qu'une part de responsabilité de l'insuccès des modèles de développement africains incombe à la théorie de développement, qui s'identifie à la croissance reflétant ainsi l'expérience de la reconstruction de l'Europe, alors celle de sous-développement demeure encore très floue. Le développement doit-être économique-social, c'est-à-dire un développement intégrant la dimension humaine dans les politiques de redressement économique (CNUCED, 2003).

Les modèles adoptés par les africains sont ceux de croissance plutôt que de développement, et ils s'inspirent des modèles mis en pratique par des pays

qui sont actuellement développés et dépendent, pour leur réalisation de l'extérieur. Ce qui prouve que la structure économique de l'Afrique tourne vers l'occident (Norro, 1994).

La détermination du volume du commerce extérieur des pays africains, suppose et renvoie à celle du poids du continent dans le commerce international. Lorsqu'on considère les statistiques de différentes productions continentales au début des années 2000, les données chiffrées sur les importations étaient respectivement de 1,3%, 1,4% et 1,3% (CNUCED, 2001). Quant aux exportations africaines, il y avait 1,6%, 1,4% et 1,5% pendant la même période (CNUCED, 2003). On sait que l'Afrique participe, dans l'ensemble, avec un volume de près de 3%.

Ce niveau d'analyse nous oblige à nous intéresser aux spécificités africaines et à en ressortir intelligiblement les mobiles. A ce stade, on peut retenir les causes endogènes dont les plus saillantes sont :

- Les difficultés liées à l'infrastructure industrielle. L'industrie de l'Afrique, partie intégrante de tiers-monde, a une dynamique insuffisante pour atteindre les zones de pauvreté qui ne cessent de s'étendre. L'industrialisation en Afrique pose le problème d'inadéquation entre les pratiques industrielles et le développement harmonieux autodynamique. Ce problème global se fusionne à l'industrialisation par substitution aux importations ;
- Les industries de substitution aux importations ont été implantées au lendemain des indépendances pour pallier les difficultés causées par les grossistes des produits importés. Il fallait produire sur place en vue de freiner la sortie massive des devises étrangères. Ces industries n'ont malheureusement pas atteint cet objectif. Elles ont, par contre, rendu la base productive industrielle trop étroite, engageant ainsi les pays africains « dans la dynamique d'un développement extraverti (Norro, 1994) ;
- Les industries de substitution aux exportations sont caractérisées par leur extraversion, leur isolement et leur blocage ;
- L'industrialisation de l'Afrique souffre également de surdimensionnement industriel considéré comme l'impossibilité pour une

industrie de produire selon sa capacité maximale ;

- Les difficultés liées aux infrastructures socio-économiques de base. Dans ce cas, l'on considère les routes, les hôpitaux, les voies ferrées, les installations aéroportuaires et portuaires. En effet, l'Afrique accuse une défaillance infrastructurelle notoire. IL est évident que l'infrastructure de type colonial fut conçue de manière à drainer les matières premières jusqu'aux ports d'embarquement vers la métropole. Mais actuellement, ces réseaux communicationnels interconnectés ont disparu pour laisser la place à un sous-développement criant dans ce domaine, etc.

S'y joignent, dans la même analyse, les causes exogènes de la faible participation de l'Afrique au commerce mondial qui se situent au niveau des cadres multilatéral et régional :

- Selon les théoriciens du commerce international, il faut accorder des avantages unilatéraux n'exigeant pas de réciprocité. Dans la réalité, pourtant, les pays n'acceptent de s'ouvrir que dans la mesure où cette « concession » leur assure l'ouverture simultanée et réciproque des marchés d'exportation et stimule la croissance des entreprises nationales, la création d'emploi et la hausse des profits. Dans cet ordre d'idées, l'UE ouvrit ses marchés sans exiger la réciprocité immédiate aux pays d'Afrique, de Carcailles et de Pacifique, liés par les conventions de Yaoundé, de Lomé et de Cotonou (Mwayila, 2012) ;
- Théoriquement les accords de préférence sont synonymes de l'ouverture multilatérale. Mais, dans les faits, les accords de préférence ne sont plus aujourd'hui un substitut à l'ouverture multilatérale (Smith, 2003) ;
- La clause de la nation la plus favorisée produit des effets pervers et contradictoires (Smith, 2003) ;
- L'absence de loyauté dans la conclusion et la mise en pratique des accords. En effet, certains thèmes sont exclus des négociations de l'OMC, d'autres attendent un approfondissement et d'autres encore n'aboutissent à aucun résultat escompté. Le commerce africain connaît plusieurs entraves et son dynamisme est toujours faible (Smith, 2003) ;
- Le problème de la « diversité des zones monétaires ». En général, les pays choisissent la

monnaie d'enclage, la monnaie ou les monnaies des pays avec lesquels ils réalisent les flux d'échange les plus importants (Mwayila, 2012) ;

- La question du commerce des textiles régie par des accords particuliers, notamment les accords multifibres, etc. (Mwayila, 2012).

L'insuffisance des recettes d'exportations et la carence de capitaux intérieurs obligent les Etats africains à recourir à « L'endettement extérieur » sous forme « d'aide au développement » qui stipule « secours » ou « assistance momentanée ou occidentale ». Cette aide utilisée abusivement dans le langage diplomatique et repris par les économistes internationalistes, a un contenu très controversé (Kadony, 2007).

A ce vocable, si une politique publique pourrait être traînée en justice pour publicité mensongère, ce que l'on dénomme « aide étrangère » devrait manifestement être traduit devant les cours et tribunaux. Cette expression a été utilisée pour vendre à un public sans méfiance une liste d'éléments faux. Car une grande partie de ce qu'elle prétend couvrir ne constitue pas du tout une aide à l'étranger (Kadony, 2007).

Dans la conception soviétique de l'époque, une aide dissimulait une réalité objective pour ruiner l'économie des pays pauvres aidés. Il faudrait la réorganisation radicale de la gestion économie nationale, car le développement économique prenait un caractère malsain. D'où, les changements importants devraient être apportés à la politique des structures (Gorbatchev, 1987).

Dans le contexte africain, l'endettement a servi à aggraver le sous-développement, à le rendre chronique tout en enrichissant les riches prêteurs dont la plupart sont des acteurs politiques africains, quand bien même l'exception ne manque jamais dans toute règle. Alors que l'aide extérieure est un transfert sans conditions des ressources financières des pays développés vers les pays en voie de développement. Cette conception est loin de la réalité parce que l'aide octroyée par les pays nantis aux pays pauvres est toujours assortie des conditions asservissantes (Bongeli, 1997).

Pendant longtemps l'Afrique est restée la chasse gardée des anciennes puissances coloniales. Au lieu d'être comme les autres continents une zone d'investissement de matières premières. La dette africaine est faible, mais elle pèse lourdement sur les économies tellement plus faibles.

La mauvaise gestion se résume en un ensemble de comportements irrationnels de la part des dirigeants Africains, qui se justifient par mauvais choix des investissements, dépenses de prestige, détournement d'une partie des emprunts à des fins personnelles (CRID, 1988).

Concomitamment, le PAL (Plan d'Action de Lagos) et le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) reconnaissent que, dans le passé, les efforts pour formuler des programmes de développement au niveau du continent ont été faits. Pour les raisons à la fois internes et externes précédentes élucidées, ces programmes ont échoué. La sous-production agricole et industrielle est une réalité quotidienne, les conflits localisés se multiplient, les maladies endémiques se développent, la faim chronique est le lot de la majorité de la population, à cause de la non-exécution des plans de développement élaborés dans les forums interafricains (CNUCED, 2003).

Sur la scène internationale, à un seuil très élevé, les tiers monde n'a pas la capacité de gestion (Badie & Smouts, 1999). Les Etats africains n'ont atteint ni l'autosuffisance nationale ni l'autosuffisance collective. Malgré le dynamisme assez limité des cadres institutionnels sous régionaux dont la CEDEAO, la CEMAC, la CIRGL, le COMESA, l'UEAO, etc ; la marginalisation des Etats africains dans les échanges commerciaux internationaux ainsi que la dépendance de leur économie vis-à-vis de l'extérieur persistent encore.

Nous avons pensé que l'échec de ces modèles de développement en Afrique est dû en partie au fait qu'ils sont fondés, sur un modèle occidental inadapté aux cultures et aux traditions africaines. Ainsi, l'Afrique doit tirer leçon de son échec afin de ne pas répéter les mêmes erreurs. Nous nous demandons alors si quel modèle peut être approprié en Afrique pour son développement.

2.2.2. *Modèle de développement pour la réussite en Afrique*

L'efficacité d'une démarche de développement ne peut oublier de viser certains critères essentiels à savoir le développement endogène, et le développement autogéré et autocentré pour la réussite de modèle africain de développement.

Est endogène, tout développement dont l'origine provient de l'intérieur. Il doit s'agir d'une démarche de développement issue des masses populaires

africaines, qui prennent en main leur destin et organisent leur société en se basant surtout sur leurs propres ressources et la maîtrise qu'elles ont de leur devenir, selon leur espérance, leur identité et leur mode de vie spécifique (Deffour, 1994).

Le développement endogène suppose la connaissance et la compréhension qu'une société peut avoir d'elle-même, de son environnement d'une part, et d'autre part, de sa capacité à s'organiser pour mieux maîtriser cet environnement à partir des solutions élaborées ou choisies par elle-même (Deffour, 1994).

Un développement endogène doit dépendre de la connaissance des modes de fonctionnement des Etats, de leurs relations socio-culturelles, de l'exercice du pouvoir et du savoir au service du bien commun. Cela exige l'inventaire et l'action des diverses valeurs locales, nationales, sous régionales et continentales ci-après :

- La dimension matérielle relative à l'inventaire des ressources ;
- La dimension environnementale liée au climat, à la forêt, au sol et à l'hydrographie ;
- La dimension psycho-sociale en rapport à la vie communautaire, au nombre d'habitants et au caractère ;
- La dimension spirituelle ayant trait en relation avec Dieu, valeurs religieuses et convictions profondes.

Le modèle de développement dont on devra évaluer l'endogénéité partira donc de cette capitalisation pour en activer les valeurs, les insérer dans les courants de la vie contemporaine, les compléter et les amplifier par les possibilités nouvelles offertes par les techniques modernes si l'adéquation de deux réalités s'avère favorable.

Aucune société n'est donc ni condamnée à copier d'autres ni à reproduire, au moins identiquement, une voie ou un schéma unique du développement. L'endogénéité se base essentiellement sur l'autonomie des acteurs dans la maîtrise de leurs ressources et de leurs choix d'actions, sur le fait que le plan envisagé provient de la communauté alertée par ce qu'elle en a perçu le besoin, qui est compris par elle, et qu'elle s'y engage avec toutes ses virtualités.

En définitive, l'endogénéité suppose l'idée selon laquelle tout peuple doit donc prendre en mains les facteurs internes et externes, de son propre épanouissement et de son propre fond qu'il doit tirer

de profit de son développement. Ce fond culturel permet de se transformer sans perdre sa configuration originale, d'accueillir sans s'y aliéner, poursuivant ainsi le processus contenu de sa création selon une dialectique incessante de la traduction et de la nouveauté, de la continuité et de la rupture du patrimoine et de l'innovation.

Une deuxième condition d'efficacité *du* modèle de développement, c'est aussi le développement autogéré et auto centré. Il s'agit de cette capacité pour le pays de disposer lui-même des ressorts de l'initiative, tout en tenant compte des interdépendances. Il est donc question d'une autonomie dans la complémentarité entre les régulations globales et les prises de responsabilités nationales, qui sont mieux à même de rencontrer et d'exprimer les besoins réels.

Un plan de développement est dit autogéré, lorsqu'il prévoit le contrôle par les membres du groupe qui en est bénéficiaire, des décisions et de leur mise en actes, de telle sorte que leur orientation vers le bien commun soit assurée.

Par contre, le développement auto centré suppose la matérialisation de l'identité culturelle, dans les choix économiques et sociaux qui tracent le processus d'intégration des diverses composantes du développement dans une collectivité locale, nationale et sous régionale. Il a comme objectif spécifique le développement d'une communauté orientée vers la satisfaction des besoins de ses membres utilisant le mieux possible les ressources locales, répondant aux véritables problèmes qui se posent, et qui sont adaptés aux conditions socio-culturelles du pays.

Le développement auto centré vise la mobilisation des moyens locaux, nationaux ou sous régionaux sans pourtant négliger l'apport extérieur pourvu qu'il ne soit pas aliénant (Koennrad, 1987). Dans cette optique, le développement cherche à établir un ensemble de mesures aptes à :

- Structurer ou restructurer l'identité locale, le vécu collectif, le système local des décisions ;
- Mobiliser les possibilités d'initiatives des populations concernées ;
- Unifier les personnes et les groupes pour l'autosatisfaction des besoins et de l'auto-développement ;
- Bien localiser le plan pour une telle ou telle autre collectivité et viser un modèle conçu par les membres du groupe dans une démarche participative basée sur une prise de la

population locale, nationale, sous régionale ou continentale ;

- Pouvoir compter sur les connaissances, les qualifications et les bonnes volontés locales ou nationales ;
- Mettre le groupe local en relation avec ce qui peut l'aider dans son avancée.

D'une manière essentielle, un modèle de développement autogéré et auto centré est basé sur les principes suivants :

- Le self féel : ce principe se fonde sur l'idée que le projet doit partir non seulement de l'idée imposée ou d'une logique déductionnelle, mais d'un sentiment, d'une réception, d'un discernement personnellement et collectivement ressentis ;
- Le self réliance : ce principe repose sur l'idée selon laquelle le plan doit se baser, non sur les choses qui seront toujours et nécessairement importées par ce qu'incompatibles avec les possibilités du milieu, mais sur ses propres ressources actuelles ou potentielles ;
- Le self help ; ce principe suppose que le plan doit se mettre soi-même au travail, ne pas attendre une intervention problématique de l'Etat ;
- Le self progress : ce principe suppose l'idée que le projet doit progresser à son propre rythme, au fil des besoins et la conscientisation, sans brûler les étapes. Pour l'animateur de développement, il doit respecter la foi intérieure des êtres ;
- Le self management : diriger soi-même l'opération, utiliser des animateurs pris dans les communautés locale ou nationale, soumettre chaque initiative et entreprise au conseil et au contrôle communautaire, prendre en main la gestion de ses propres affaires ;
- Le self réalise : mener soi-même le projet jusqu'au bout, y consacrer toutes les ressources nécessaires, tant matérielles que financières.

De ce qui précède, le développement autogéré et auto centré doit tenir compte de possibilité du développement et du potentiel du milieu en égard aux contraintes liées aux ressources humaines, physiques, technologiques et financières. Il doit passer aussi à l'identification des besoins auxquels l'activité à mener doit répondre.

3. Conclusion

Nous voici au terme de cette étude dont l'intitulé se libelle le « Sort de l'Afrique face à la prolifération des modèles de développement : Analyse critique sur le Plan d'Action de Lagos et Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique ».

En effet, les points de convergence de deux modèles de développement s'expliquent que, l'Afrique doit passer par les mêmes stades que l'occident avant de décoller. Aussi, le développement du continent noir doit obligatoirement passer par l'assimilation des méthodes et techniques de gestion occidentales ; c'est-à-dire que, l'Afrique doit tendre à épouser les mêmes valeurs que les pays développés par l'esprit d'entreprise, la recherche du profit, la sécurité matérielle, la paix, la démocratie, l'industrialisation...

Partant des points de divergence, le Plan d'Action de Lagos visait l'autosuffisance nationale, l'autosuffisance collective et l'instauration en Afrique d'un nouvel ordre économique régional. Tandis que, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique visait à imprimer un nouvel élan au développement du continent en comblant l'écart actuel dans les secteurs prioritaires, afin de permettre à l'Afrique de rattraper son retard par rapport aux régions développées du monde.

Malgré la panoplie des modèles de développement en Afrique, l'on constate avec amertume une forme de stagnation, une inertie quant au développement du continent. Quels que soient les stratégies fondées sur l'industrialisation rapide, le résultat est décevant. La comparaison étalée sur des faits concrets et sur une analyse documentaire, nous a permis de corroborer l'inadéquation des solutions proposées à la situation de l'Afrique prise dans la spécificité.

Références bibliographiques

Amin. (1986). *La déconnection pour sortir d'un système mondial*. Paris, La Découverte.
 Badie, B. et Smouts, M.C. (1999). *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale (3^{ème} éd)*. Paris, Presses Universitaires des Sciences Politiques.
 Bongeli, E. (1997). *Sociologie et sociologues Africains. Pour une recherche sociale citoyenne au Congo-Kinshasa*. Paris, L'Harmattan.

CNUCED. (2001). *Bilan, perspectives et choix des politiques économiques*. Genève, Nations Unies.
 CNUCED. (2003). *Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de bases*. Genève, Nations-Unies.
 CRID. (1988). *La dette ou la vie*. Centre Euro-Tiers Monde.
 Deffour. (1994). *Le développement en Afrique centrale : Théorie et essai critique*. Bukavu, Bandari.
 Gorbatchev, M. (1987). *La Perestroïka, vues neuves sur notre pays et monde*. Paris, Flammarion.
 Jaillordon, E. & Roussillon, D. (2006). *Outils pour la recherche juridique, méthodologie de la thèse de doctorat et du mémoire de master en droit*. Paris, Edition des archives contemporaines.
 Kadony, K. (2007). *Une introduction aux relations Internationales africaines*. Paris, L'Harmattan.
 Kahnert, F. (1969). *L'intégration économique entre pays en voie de développement*. Paris, OCDE.
 Koenarrad, V. (1987). *L'auto-développement, un défi posé aux organisations non-gouvernementales*. Paris, L'Harmattan.
 Kodjo, E. (1988). *Quelle Afrique en l'an 2000 ? Afrique contemporaine, 2^{ème} trim(146), 11*.
 Koli, E.M. & Mononi, A.N. (1988). *Organisation de l'Unite Africaine, 20 ans après. des espoirs déçus ?* Kinshasa.
 Mulumbati, N.A. (2006). *Introduction à la science politique*. Lubumbashi, Editions Africa.
 Mwayila, T. (2012). *Regionalisme et problèmes d'intégration économique*. Paris, L'Harmattan.
 NEPAD. (2001). *Document sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique*.
 Nguway, K. (2007). *Une introduction aux relations internationales africaines*. Paris, L'Harmattan.
 Norro, M. (1994). *Economie africaine : Analyse économique de l'Afrique subsaharienne*. Bruxelles, édition de Boeck Université.
 OUA. (1981). *Plan d'action de Lagos pour le Développement économique de l'Afrique 1990-2000*. Genève, Institut International d'Etudes Sociales.
 Pham, N.H. (1984). *Sciences Sociales et Approches Multidimensionnelles du Développement Endogène et Centré sur l'homme*. Paris, UNESCO.
 Smith, S. (2003). *Négrologie, pourquoi l'Afrique meurt-elle ?* Paris, Calman-Lévy.
 Toussaint, E. (1999). *Briser la spirale infernale de la dette*. Archives du monde diplomatique, 11.